



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 3847

Texte de la question

## SOMMET SUR LA CRISE

M. le président. La parole est à M. Michel Liebgott, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Michel Liebgott. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

À entendre le ministre de l'économie à l'instant, on a l'impression que vous venez d'arriver au pouvoir. J'étais hier à Gandrange et j'ai entendu parler de la crise, de son aggravation, et de tromperie.

Aggravation de la crise, tout d'abord, car le chômage n'a jamais été aussi élevé. Ce que vous nous proposez aujourd'hui, ce n'est pas un sommet social. En réalité, c'est le sommet de la crise que nous avons atteint. C'est le SAMU que vous convoquez en urgence, car c'est vous qui avez rendu la France aussi malade.

*(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

Tromperie car, contrairement à ce que vous prétendez, vous ne mettez pas en place les moyens nécessaires. À la fin de l'année dernière, vous avez réduit de 12 % dans le budget de l'État les crédits consacrés au travail et à l'emploi. Comment osez-vous, deux mois après, nous parler de sommet social ?

Les conséquences de ces diminutions de crédits sont d'ailleurs claires.

Il y en a une première. Pour développer l'emploi, il faut d'abord donner à Pôle emploi des moyens pour aider chômeurs et entreprises à se trouver. Or un conseiller de Pôle emploi traite 200 dossiers en moyenne. Ce n'est pas sérieux. Nous vous l'avions dit d'ailleurs, il ne devrait pas avoir à s'occuper de plus de soixante ou soixante-dix dossiers. Vous êtes obligés de le reconnaître. C'est un aveu et nous en sommes satisfaits, mais c'est trop tard, et les 1 000 postes annoncés, c'est beaucoup trop peu.

Ainsi en est-il aussi des emplois aidés. Vous les dénoncez régulièrement, vous en réduisez la durée,...

M. Éric Diard. Avec vous, c'est triple Z !

M. Michel Liebgott. ...tout simplement parce que vous n'en avez jamais été partisans. Vous aviez prévu quelques contrats uniques d'insertion. Pour infléchir la courbe du chômage, vous voulez les relancer.

Par contre, vous vous gardez bien de revenir sur des mesures comme les exonérations d'heures supplémentaires, et c'est, de loin, le plus grave. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* Vous ne changez pas de politique.

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Vous venez de faire la preuve, monsieur le député, que vous êtes fâché avec le dossier de l'emploi. Si vous en aviez eu une bonne connaissance, vous n'auriez pas commis les erreurs que vous venez de commettre en parlant des chiffres du budget de l'emploi. Les crédits de ce budget ont, en effet, été intégralement préservés pour 2012, et toutes les actions sont maintenues.

*(Protestations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Christian Eckert. Ce n'est pas vrai ! J'étais le rapporteur !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. De quoi voulez-vous parler ? De certaines niches dont vous aviez demandé la suppression et qui ne sont plus traduites dans le budget ? Voulez-vous que je vous mette, une fois de plus, devant vos incohérences ? Il n'y a aucun problème, cela se voit régulièrement.

Vous avez oublié de dire que 2 000 équivalents temps plein à Pôle emploi seront redéployés pour conseiller les demandeurs d'emploi, en plus des 1 000 personnes qui seront recrutées à titre temporaire pour répondre à la demande des partenaires sociaux et à la volonté du Président de la République et du Gouvernement. Est-ce

cela dont vous vouliez parler ?

Pour le reste, si la situation était simple dans tous les pays de l'Europe, cela se saurait, mais vous oubliez de le rappeler.

Vous oubliez aussi de rappeler que le seul pays où les résultats sont vraiment différents de ceux du reste de l'Europe, c'est l'Allemagne. Savez-vous pourquoi ? C'est parce qu'en Allemagne, ce n'est pas depuis quatre ans, comme nous, qu'ils font les réformes nécessaires, c'est depuis dix ans (*Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC*), et ils n'ont jamais cessé d'en faire.

De nombreux députés du groupe SRC. Cela fait dix ans que vous êtes là !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. En plus, en Allemagne, il y avait même des socialistes courageux qui ont engagé les réformes. Cela ne risque pas de nous arriver en France !

Vous avez parlé des heures supplémentaires. Allez jusqu'au bout et soyez clairs. Avouez que vous voulez revenir sur les heures supplémentaires qui profitent à 9 millions d'ouvriers. C'est vrai qu'avec les 35 heures et, maintenant, la remise en cause des heures supplémentaires, les ouvriers ont toujours fait les frais de la politique des socialistes. À bon entendre... C'est important de le rappeler. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe NC.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Michel Liebgott](#)

**Circonscription :** Moselle (10<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3847

**Rubrique :** Emploi

**Ministère interrogé :** Travail, emploi et santé

**Ministère attributaire :** Travail, emploi et santé

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 19 janvier 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 19 janvier 2012